

# LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2. — Six mois, Fr. 1. —

Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :

RUE DES SAVOISES, 6  
(GENÈVE) SUISSE

UNION POSTALE UNIVERSELLE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3. — Six mois, Fr. 1.50

Le numéro : 10 centimes

## Le Congrès d'Amsterdam

Bien que les anarchistes et avec eux les syndicats ouvriers qui luttent contre la bourgeoisie sur le terrain économique, sans préoccupation politique d'aucune sorte, aient été exclus des congrès internationaux, depuis le congrès de Londres, en 1896, par la fourberie, le jésuitisme et la peur des Basile Guesde, des Ignace Jaurès (délégué sans aucun mandat régulier, comme ses amis Millerand, Gérault-Richard et Viviani) et par toute la clique de la social-démocratie allemande, les Bebel, Fischer, Liebknecht, Singer, etc., etc., la crainte des anarchistes et de leurs critiques a dominé tous les débats du congrès des politiciens socialistes réunis à Amsterdam.

Les anarchistes n'y sont plus, mais la crainte qu'ils inspirent encore est, pour ce monde de trafiquants du suffrage universel, le commencement de la sagesse.

Il s'est fait une sélection parmi les participants à ces conclaves du dogme politique. Par l'élimination des éléments indépendants et en limitant l'action socialiste aux préoccupations électorales seulement sous couvert de conquête des pouvoirs publics, les congressistes d'aujourd'hui sont surtout des petits bourgeois, des bureaucrates socialistes, des secrétaires ouvriers payés par la bourgeoisie pour un travail dont elle ne craint pas les conséquences, des avocats ou des philanthropes qui n'en sont pas moins d'excellents bourgeois. L'élément ouvrier reste en minorité et est représenté par les seules trades-unions anglaises, que la social-démocratie allemande a toujours tenu à conserver, parce qu'elles font illusion par le chiffre important de délégués qu'elles peuvent envoyer à point nommé dans les congrès internationaux, puis par le renom de bonne organisation qu'elles se sont acquises et la tendance nouvelle qu'elles manifestent ouvertement maintenant à se livrer à une politique active.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! et toute la meute des députés socialistes, des arrivistes, des arrivés et de tous ceux qui aspirent à vivre aussi largement que possible sur le dos du peuple, ceux qui détiennent déjà les places que la bourgeoisie tient en réserve pour hâter la décomposition du socialisme et le pourrir sûrement, au nombre de 450, se sont rassemblés pour entendre la casuistique d'un Bebel, les fourberies d'un Guesde et d'un Vaillant et les redondances déclamatoires d'un Jaurès.

Beau spectacle vraiment que celui donné par le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France se jetant, par la bouche de leurs représentants, les pires injures et le nombre vrai ou faux de leurs membres colissants pour prouver leur importance et montrer les progrès accomplis dans l'émulation d'une concurrence qui n'est en somme qu'une rivalité de personnes !

De toutes les questions posées à ce congrès, qu'il eût fallu discuter en toute sécurité, la question de tactique a eu seule les honneurs d'une discussion, sinon approfondie, du moins laborieuse et mouvementée, tant au sein de la commission spéciale qu'au sein du congrès même. Cette tendance, cette préoccupation de tous les congressistes, anxieuse du résultat final, suffirait à nous montrer l'abandon dans lequel sont tombées toutes les questions qui ne mettent pas la politique en cause. Les motions ayant une portée économique, telles que les assurances, les trusts, comme aussi celle de la grève générale, ont été purement et simplement sacrifiées, résolues en un clin d'œil et les conclusions rédigées dans un français baroque qui fait regretter le volapuk, malgré la présence de M. Édgard Milhaud et tant d'autres congressistes plus attentifs aux passes oratoires d'un Jaurès et d'un Bebel qu'à leur propre besogne.

Tous politiciens, vivant de la politique ou cherchant à en vivre, il ne pouvait guère en être autrement. La motion du congrès de Dresde sur laquelle s'est jouée toute cette comédie extra-parlementaire, devait avoir une sanction internationale. Bebel, au nom de la social-démocratie allemande, et surtout pour sa propre vanité, devait vouloir que le veto de son parti fut appuyé encore par celui d'un congrès international. Jaurès feint de croire que c'est là l'œuvre occulte de ses compatriotes Guesde et Vaillant, mais les réformistes Vollmar et Bern-

stein qu'il combattait lui-même, tout en ayant de nombreuses affinités et de nombreux points de contact avec eux, ne devaient-ils pas être pulvérisés une fois de plus pour la plus grande joie du dictateur Bebel, jouant avec le mot « révolutionnaire » comme avec une balle élastique ?

Le dogme qui était primitivement édicté pour l'Allemagne seule devient, par le vote de la motion de Dresde, au congrès d'Amsterdam, un dogme devant lequel s'inclineront — du moins on l'espère — les partis « socialistes » de tous les pays. On reconnaît bien là l'esprit dominateur de la social-démocratie allemande et de son dictateur Bebel. Ce vote est contraire aux décisions du congrès de Zurich (1893) qui laissaient une certaine autonomie aux organisations tout en déclarant cependant contradictoirement que « le but révolutionnaire du mouvement socialiste devait toujours être mis à l'avant-plan », simple formule destinée à calmer les impatiences des compagnons et à endormir leurs défiances justifiées par les faits. Dans ce congrès de Zurich, contradictoirement aussi avec les considérants qui font suite, l'action politique, malgré l'opposition allemande, était encore considérée comme un *moyen*. La présence dans le voisinage des délégués anarchistes que l'on avait expulsés du congrès, obligeait à une certaine pudeur, mais, depuis, toute la littérature socialiste, emboitant le pas derrière les écrivains allemands, cherchait à nous persuader que la politique était un *but* en soi, par la conquête des pouvoirs avec lesquels serait conquise l'émancipation économique des travailleurs.

La motion de Dresde oppose sur le terrain politique la lutte de classes à leur collaboration. Casuistique pure, car les conditions dans lesquelles est circonscrite la lutte politique, dans tous les pays, par la loi bourgeoise, ne peut faire de cette lutte autre chose qu'une collaboration de classes. Vous pouvez faire de l'opposition dans le parlement, de l'obstruction même, mais en répondant, par la seule acceptation de la loi qui vous appelle au scrutin, au désir unanime des classes possédantes de faire partager la responsabilité de leurs actes à tout l'ensemble du peuple, aussi bien ceux qui légalisent leurs vols sur le bien commun que ceux qui affirment leur toute puissance, vous accomplissez un acte contre-révolutionnaire qui vous mènera loin, c'est-à-dire à partager de plus en plus les responsabilités du pouvoir tout en limitant l'action des individus au seul usage du bulletin de vote. Inutile de rappeler tous les vils marchés conclus pour un avantage électoral, collaboration dans le mensonge que ne repousse aucunement un Bebel parlant avec insouciance des alliances « avec les libéraux contre le centre avec le centre contre les libéraux ». Comment ce principe du donnant donnant pourrait-il être autre chose dans son application qu'une collaboration de classes ?

Du reste toutes les décisions de ce congrès portent la marque d'une collaboration de ce genre, qu'il s'agisse des assurances ouvrières ou de toute autre réforme plus ou moins bien définie. De plus, un chauvinisme national auquel n'ont su résister ni l'évolutionniste ni le prétendu révolutionnaire est bien fait pour nous montrer leurs communes habitudes de soumission au patriotisme éclairé par la raison bourgeoise. Les déclarations solennelles d'un Bebel se portant garant à la tribune du Reichstag des sentiments loyalistes des ouvriers allemands, qu'il déclarait prêts à marcher au premier commandement contre l'ennemi, nous en disent long aussi sur cette collaboration de classes que tient dans sa main le gouvernement de Guillaume II.

La lutte entre les deux conceptions, qui n'ont apparemment pas d'autres différences qu'une question de plus ou de moins, c'est-à-dire de facilité, pour les pays où la vie politique est plus développée et mieux favorisée, à se rapprocher du pouvoir et à y collaborer effectivement, alors que dans d'autres cette possibilité ne peut être prévue encore, a été des plus acerbes. Les principaux combattants se sont jetés des poignées de vérités à la face sans penser au profit que ne manqueraient pas d'en tirer les anarchistes.

Jaurès a démontré l'impuissance de la social-

démocratie allemande à tous les points de vue, politique et économique. Ecoutez cela :

Vous avez été contraints, lorsque les patrons allemands, dans leurs usines, ont obligé les ouvriers allemands socialistes à signer de plates adresses de félicitations à votre empereur, c'est-à-dire à vous souffler vous-mêmes, vous avez été contraints de leur conseiller de ne pas refuser leur signature ! Et vous continuez ainsi à émuousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante.

Et plus loin encore :

Donc, vous ne savez pas quelle route vous choisirez. On attendait de vous au lendemain de cette grande victoire (dernières élections au Reichstag), un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique. Vous avez exploré, vous avez tâté, guetté les événements ; les esprits n'étaient pas mûrs. Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital.

Guesde et Bebel peuvent à leur tour montrer combien le socialisme de Jaurès se prêtait aux combinaisons bourgeoises, de quels vieux postulats radicaux il s'était fait le défenseur et de quelle duperie était constituée la collaboration qu'il prêtait aux pires ennemis du prolétariat. « Soutenir constamment un gouvernement bourgeois, s'est écrié Bebel, c'est travailler pour les anarchistes. »

Nous ne saurions laisser passer sous silence la riposte de Jaurès, car elle démontre la mauvaise foi de cet homme :

Vous dites qu'aujourd'hui nous faisons le jeu des anarchistes ? Eh bien, écoutez. Il y avait alors en France une abominable loi que nous avions combattue pendant des semaines, que nous avons appelée, que nous appelons encore la loi scélérate et qui était dirigée en apparence contre les anarchistes, au fond contre les socialistes.

Puis il se vante d'avoir, avec Guesde, Millerand, et ses amis, repoussé l'abrogation de lois scélérates, parce qu'à ce moment elle pouvait mettre à mal le ministère Bourgeois qu'ils soutenaient, pendant que le blanquiste Vaillant et ses amis s'abstenaient pour la même raison, et il s'écrie triomphant : « Avons-nous fait des anarchistes ce jour-là ? »

L'abominable loi n'a pas été abrogée. Or, si réellement les lois scélérates avaient été dirigées contre les socialistes, comme Jaurès veut le faire croire, les députés socialistes et leurs amis du ministère n'auraient-ils pas trouvé le moyen depuis tant d'années de les faire rapporter ? Du reste, son exclamation finale lui donnerait à lui-même un démenti formel, si les opinions des véritables victimes de ces lois, qu'ils conservent pieusement, ne suffisaient pas à le confondre.

Les uns et les autres nous ont fourni d'excellents arguments à l'appui de notre cause et le grand déballeage qui s'est fait à Amsterdam servira, nous en sommes sûrs, à ouvrir les yeux aux travailleurs, qui savent encore tirer des faits les conclusions appropriées. La motion d'unité socialiste, acclamée par tout le congrès après une telle lessive, n'est pas autre chose qu'un voile jeté sur cette démente collective où l'ambition des individus s'est mise à nu, où les querelles de personnalités ont tenu lieu de principes d'action.

Personne ne pourra plus nous donner le change, le congrès d'Amsterdam nous a montré à quel degré de pourriture avancée, la bourgeoisie, par le parlementarisme, avait amené les différentes fractions du socialisme international.

La motion de Dresde, dressée pour satisfaire la manie dictatoriale d'un vieillard ombrageux, n'aura aucune force. Adoucie dans ses termes, elle rendra, en Allemagne, la liberté à la fraction révisionniste qui s'était tue momentanément. Mais en France, en Italie et ailleurs, où les ambitions sont mûres pour le gouvernement, elle n'arrêtera personne. Les bourgeois qui ont adhéré au socialisme parlementaire, parce qu'aucune autre porte ne leur était ouverte, sont poussés par une telle force inconsciente que nulle puissance ne pourrait les arrêter dans leur course. Ils s'y briseront comme un Millerand, mais le prolétariat ne saurait se plaindre d'être débarrassé enfin de cette tourbe qui corrompait tout, jusqu'aux meilleures intentions.

Chassés des congrès du socialisme internatio-

nal, les anarchistes ont aujourd'hui leur revanche sans l'avoir demandée. Ce qu'ils avaient prévu arrive plus promptement encore qu'ils ne pouvaient l'espérer. Les partisans du principe autoritaire se mangent entre eux avant d'arriver au port. Demain les réformistes auront rejoint les partis bourgeois qu'ils servaient au mieux. Quant au principe de la lutte de classe, les ouvriers n'avaient pas attendu les théories nébuleuses d'un Kautsky que Jaurès, en le présentant au public français, appelait alors le « grand théoricien socialiste ». Ils prouvaient la lutte en combattant sur le terrain économique, où venaient trop souvent les rejoindre les gens de politique, anxieux de voir leur échapper un instant cette proie du prolétariat, dont ils ont besoin pour vivre et pour satisfaire l'ambition qui les tenaille.

Que le congrès d'Amsterdam, par sa composition et ses travaux de basse intrigue politique desservant le prolétariat devant la bourgeoisie internationale, éclaire enfin les travailleurs sur les visées de ceux qui veulent le conduire la corde au cou et de ce mal qu'il fut il en ressortira un bien. Ainsi soit-il. G. H.

## Organisation Ouvrière et Anarchisme

I.

La question de l'organisation ouvrière a déjà été traitée plus d'une fois dans le *Réveil*, mais son importance et la nécessité pour nous de préciser toujours plus nos idées nous obligent à y revenir.

Nous affirmons que le travailleur est esclave et il importe donc avant tout d'expliquer ce que nous entendons par esclavage.

Herbert Spencer l'a défini ainsi : « Travailler pour le compte des autres », et nous acceptons sa définition, bien qu'incomplète, car elle est la plus simple et la plus compréhensible. L'essence même de l'esclavage réside bien dans l'obligation absolue d'employer ses forces pour un maître. Le prolétariat de nos jours, privé de tous les moyens de production, est astreint pour vivre à travailler pour une minorité de privilégiés. Son esclavage n'est donc pas douteux, et il est aggravé par le fait que le salarié n'a même pas le droit au travail pour le compte des autres.

Nos politiciens menteurs proclament souverains des hommes qui, devant s'employer pour les autres, ne trouvent pas toujours à le faire et sont ainsi légalement affamés. Notre souveraineté consiste alors à rechercher anxieusement un nouveau patron pour remplacer l'ancien que le malheur (oui, le malheur, ô ironie des mots !) nous a fait perdre !

Notre droit au travail dépendant du bon vouloir d'un maître, notre droit à la vie en dépend aussi. Dès lors, il est évident que nous ne pouvons nous émanciper qu'en acquérant la possibilité de travailler pour notre propre compte.

Le but donc que nous proposons à la classe ouvrière n'est pas simplement celui de demander de meilleures conditions au patronat, mais de conquérir la vraie liberté du travail par l'expropriation de tous les moyens de production et la suppression même du patronat.

Que de fois la presse bourgeoise nous a-t-elle reproché, en un touchant accord avec les socialistes légalitaires, de ne pas vouloir l'intérêt bien compris des ouvriers, mais uniquement le désordre, le chambardement ! Il paraîtrait que nous n'avons pas de plus grand intérêt que celui de continuer éternellement à nous épuiser pour MM. les patrons ! S'il nous arrivait un jour de pouvoir travailler pour nous-mêmes au lieu que ce soit pour un capitaliste, ce serait notre ruine ! A vrai dire un patron se croit ruiné, au contraire, lorsque ne pouvant plus continuer l'exploitation de son prochain comme employeur, il est forcé de devenir employé ; mais tout est relatif dans ce monde et nous devons continuer à être heureux de subir ce que nos maîtres jugent la plus grande des déchéances pour eux !

Le meilleur résultat que nous attendons des grèves est celui d'habituer les salariés à la résistance contre l'exploitation capitaliste et de leur donner la conscience de l'antagonisme irréductible d'intérêts. Toute coalition ouvrière amène, d'ailleurs, une coalition bourgeoise, et fait tomber le masque à tous les soi-disant progressistes, qui cessent de l'être vis-à-vis de la moindre concession que le peuple, las d'implorer en vain, se met à exiger.

Cornély, le journaliste réactionnaire bien connu, écrit avec raison : « Les grévistes, qui n'ont encore affamé qu'eux-mêmes, jouent, dans la société, le rôle des enfants volontaires qui se privent de manger pour punir leurs

« parents. » On ne saurait mieux répéter aux travailleurs qu'ils sont esclaves, car ils se trouvent vis-à-vis de leurs maîtres dans la même dépendance absolue que les petits enfants sont vis-à-vis de leurs parents. Avec cette différence, que les parents aiment leurs enfants et les nourrissent, tandis que les patrons nous détestent tout en se faisant nourrir par nous.

La raillerie du bourgeois Cornély doit nous faire réfléchir qu'aussi longtemps que nos grèves seront pacifiques et légales, leur résultat le plus clair sera tout d'abord celui de nous affamer nous-mêmes. D'ailleurs, depuis plus d'un siècle que nous subissons le régime capitaliste, nous devrions avoir acquis la conviction qu'il ne saurait nous convenir d'aucune façon, car il est basé sur le plus monstrueux des privilèges, la propriété privée, et n'a qu'un but suprême : le maintien de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il est absolument ridicule de magnifier les quelques maigres résultats obtenus par les ouvriers, tout en laissant espérer que, petit à petit, ils pourront s'émanciper. Les grévistes doivent se dire que tant qu'ils retourneront travailler pour un patron, même s'ils ont obtenu satisfaction sur tous les points, ce patron est le vrai vainqueur et eux sont les vaincus.

Nous ne pouvons pourtant pas nous borner à un si piètre idéal que celui d'améliorer notre esclavage, même en admettant qu'il puisse l'être dans une mesure qui en vaille la peine, ce que les faits nous permettent de contester jusqu'à présent.

Notre propagande dans les syndicats doit donc s'inspirer de cette idée bien nette et précise :

L'esclavage est l'obligation de travailler pour le compte des autres et nous ne pouvons acquiescer à la liberté qu'avec la possibilité de le faire pour notre propre compte, c'est-à-dire en nous emparant de toute la richesse sociale, détenue aujourd'hui par une minorité d'usurpateurs.

Les livres Suisses, dans leurs écoles, n'ont certes pas encore entendu une telle explication de leur liberté, bien qu'elle soit déjà séculaire.

L. B.

## Résolutions du Congrès d'Amsterdam

A titre documentaire et pour en montrer l'inconsistance et les contradictions nous publions les principales résolutions prises par les politiciens du socialisme.

### Motion de Dresde

Le Congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et victorieuse basée sur la lutte des classes et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.

La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un parti, par suite, révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot — un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances révisionnistes existantes, que les antagonismes de classe, loin de diminuer, vont s'accroissant, déclare :

1° Que le parti décline toute responsabilité quelle qu'elle soit dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste et ne saurait par suite approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

2° Que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au congrès international de 1900.

Le congrès repousse en outre, toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois.

Le Congrès compte que le groupe parlementaire socialiste se servira de sa puissance accrue, tant par le nombre augmenté de ses membres que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui le suivent, pour persévérer dans sa propagande sur le but final du socialisme et, conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques, pour revendiquer l'égalité des droits pour tous ; pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et, finalement, s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice.

Le texte primitif au lieu des mots *repousse* portait *condamne*. Cette atténuation a été accordée par la délégation allemande pour rallier les indécis. La responsabilité déclinée par le congrès existe cependant, précisément par l'appui que le socialisme légalitaire a toujours donné au système capitaliste en limitant l'action prolétarienne au jeu seul du suffrage universel ou à son obtention pour les pays privés encore de cette soupe de sûreté qui est en même temps le meilleur moyen de masquer les antagonismes sociaux.

### Assurances ouvrières

Considérant que les travailleurs, dans la société capitaliste, ne reçoivent qu'un salaire à peine suffisant pour faire face aux nécessités les plus pressantes de la vie pendant le temps où ils travaillent.

Qu'ils sont voués à la pauvreté et à la misère dès qu'ils sont empêchés d'utiliser leur puis-

sance de travail soit par maladie, accident, invalidité ou chômage, que, femmes, elles sont empêchées de travailler à cause de grossesse ou de maternité.

Considérant de plus que pour tout homme il y a le droit d'exister, et que la société a un intérêt évident à soutenir les forces de travail.

Qu'il faut créer des institutions qui auront pour but d'empêcher la misère des travailleurs et d'éviter la déperdition des forces ouvrières causée par elle.

Que, dans la société capitaliste, on ne peut mieux atteindre ce résultat que par des lois établissant une assurance efficace des travailleurs.

Les travailleurs de tous les pays doivent donc exiger des institutions propres à prémunir autant que possible contre la maladie, les accidents et l'invalidité, et des lois d'assurance obligatoire leur donnant le droit d'obtenir les moyens suffisants de vie et d'assistance pendant le temps où il leur est impossible de profiter de leur force de travail, à raison de maladie, accident, invalidité, vieillesse, grossesse, maternité ou chômage.

Les frais d'accidents, de l'invalidité ou de la vieillesse, et ceux pour les veuves et les orphelins seront prélevés par des impôts sur le capital, sur les revenus et sur les successions.

Là où ce n'est pas le cas, les frais retomberont sur le salaire des ouvriers, quand même les patrons interviendraient. Il est donc du devoir pour les ouvriers de réparer cette grande perte de salaire par le renforcement des organisations syndicales.

Les travailleurs doivent donc exiger que les institutions pour leur assurance soient mises sous l'administration des assurés eux-mêmes, et que les mêmes conditions soient accordées pour les travailleurs du pays et pour les étrangers de toutes les nations.

En dehors de la politique, c'est tout ce que le congrès a su trouver en fait de réalisations pratiques. Dans la société capitaliste, le travailleur paye toujours en dernier ressort ; l'assurance préconisée, même prise sur le capital, sur les revenus et sur les successions sortirait encore de la production des travailleurs. A part cela, tout ce programme, purement réformiste, n'est pas autre chose que la consolidation du système capitaliste en aggravant encore la situation précaire des ouvriers dûment constatée.

### Politique coloniale

Le Congrès, constatant l'exploitation capitaliste, toujours plus dispendieuse, du domaine colonial toujours plus étendu, exploitation sans règle et sans frein, qui gaspille capitaux et richesses naturelles, exposant les populations coloniales à l'oppression la plus rude, souvent la plus sanguinaire, et qui n'amène pour le prolétariat qu'une aggravation de misère ;

Rappelle la décision du Congrès de Paris de 1900 sur la question coloniale et la politique impérialiste ;

Déclare qu'il est du devoir des partis socialistes nationaux et des fractions parlementaires :

1° De s'opposer irréductiblement à toutes les mesures impérialistes ou capitalistes, à toutes les expéditions coloniales, et à toutes dépenses militaires pour les colonies ;

2° De combattre tout monopole, toute concession de vastes territoires, de veiller attentivement à ce que les richesses du monde colonial ne soient pas accaparées par le haut capitalisme ;

3° De dénoncer sans relâche les actes d'oppression dont les populations indigènes sont victimes ; d'obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l'exploitation capitaliste ; de veiller notamment à ce qu'elles ne soient pas dépossédées de leurs biens, ni par la force, ni par la fraude ;

4° De proposer ou de favoriser ce qui sera de nature à améliorer la condition des indigènes : travaux d'utilité publique, mesures d'hygiène, création d'écoles, etc., et s'efforcer de les soustraire à l'influence nuisible des missions ;

5° De réclamer pour les indigènes la plus large somme de liberté et d'autonomie compatible avec leur état de développement, en se rappelant que l'émancipation complète des colonies est le but à poursuivre ;

6° De tendre à l'exploitation effective sous le contrôle parlementaire.

Autant en emporte le vent ; ces sortes d'expéditions et de pirateries capitalistes étant soumises aux sanctions du gouvernement et par conséquent aux fluctuations de la politique, les aspirants gouvernants du socialisme ne s'y opposeront, comme par le passé, que s'ils n'y trouvent pas leur compte.

### Les trusts

Les trusts ont leur développement complet, même dans la concurrence, dans le monde de la production.

Ils deviennent graduellement des associations gigantesques qui sont organisées nationalement, ou même internationalement, et qui mènent souvent à un monopole réel de plusieurs industries.

Les trusts sont une conséquence inévitable de la concurrence, et ils sont un système de production basé sur les bas salaires.

Dans ces conditions, les associations de capitalistes de tous les pays et de toutes les industries forment des puissances composées sur la base de leurs intérêts communs. Aussi, les conflits entre la classe capitaliste et la classe ouvrière deviennent toujours plus accentués. La production est réglée, diminuant le gaspillage et assurant l'efficacité du travail, mais tout le bénéfice est pour le capitalisme, tandis que l'exploitation des travailleurs est intensifiée ;

Considérant ces vues, et en vue d'expériences probantes montrant la futilité d'une législation contre les trusts,

Le Congrès international d'Amsterdam, affirmant les conclusions du Congrès de Paris, déclare :

1° Que les partis socialistes de tous les pays doivent s'abstenir de participer à une tentative quelconque pour prévenir la formation de trusts ou pour restreindre leur développement ;

2° Les efforts des partis socialistes doivent tendre vers la socialisation de la production, ayant pour but l'unité générale et d'éliminer les profits.

La méthode pour établir cette socialisation, et l'ordre dans lequel elle s'effectuera, seront déterminés par notre puissance d'action et par la nature des industries trustifiées.

3° En face de ces dernières organisations, qui menacent les organisations économiques par la consolidation des forces capitalistes, les ouvriers du monde entier doivent opposer un pouvoir organisé nationalement et internationalement, comme la seule arme contre l'oppression capitaliste et l'unique moyen de faire cesser le régime de la société bourgeoise, en établissant le socialisme.

L'article 1 est en contradiction avec l'art. 3. De quoi s'agit-il ? Faut-il attendre de plus amples résultats pour combattre les trusts ou, comme beaucoup de socialistes l'ont affirmé et comme semble le démontrer aussi, sans beaucoup de conviction, il est vrai, l'exposé ci-dessus, les trusts tendant à régulariser la production en l'organisant, faut-il leur laisser préparer le terrain pour la centralisation socialiste future ? Cependant, les ouvriers en ont souffert, la petite industrie, le petit commerce, pour lesquels la social-démocratie n'a jamais assez eu de tendresse, se trouvent sacrifiés. De plus, cette conception est absurde, car le trust, en Amérique du moins, est un système d'accaparement de courte durée, devant produire son maximum d'effet dans un temps relativement court. Tout au plus a-t-il eu pour conséquence la mise au rebut d'un outillage vieilli, et c'est tout. Ni les salaires n'ont été augmentés ni la qualité des produits rendue meilleure. Braves ouvriers, attendez, patiemment, la mise en valeur socialiste, quand les grands hommes ne s'entredéchireront plus. Ce sera plutôt long.

### La grève générale

Le congrès socialiste international, Considérant : Qu'il est désirable que la démocratie sociale se prononce sur la « grève générale » ; Que les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat ;

Déclare la « grève générale », si l'on entend par là la cessation complète de tout travail à un moment donné, inexécutable parce qu'une telle grève rendrait chaque existence, celle du prolétariat comme toute autre, impossible.

Considérant : Que l'émancipation de la classe ouvrière ne saurait être le résultat d'un effort subit ; Qu'il est au contraire possible qu'une grève qui s'étendrait, soit sur un grand nombre de métiers, soit sur ceux d'entre eux qui importent le plus au fonctionnement de la vie économique, se trouverait être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ou de se défendre contre des attentats réactionnaires sur les droits des ouvriers ;

Avertit ceux-ci de ne point se laisser influencer par la propagande pour la « grève générale » dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative ;

Et invite les ouvriers à augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la grève générale, si celle-ci, un jour, se trouvait être nécessaire et utile.

Ni oui ni non ! Considérants absurdes. Comme si la grève générale n'était pas l'évolution naturelle de la grève limitée à une seule corporation, trop souvent écrasée. Ignorance et mauvaise foi réunies. L'avocat Briand, élu député par les ouvriers pour son énergie à défendre ce postulat prolétarien, n'a pas trouvé la même énergie pour le présenter au congrès. La discipline de parti aura vite tué son homme et puis, il convient de le dire ici, lorsqu'on est député, l'on voit les choses différemment, la légalité s'impose. Les politiciens hollandais avaient élevé de formidables travaux de défense, tremblant encore des conséquences désastreuses de la grève générale pour leurs petites combinaisons politiques.

Les ouvriers à l'occasion mettront le pied dans ce fatras d'idioties, sans crier gare !

## Pourquoi nous sommes anarchistes

### II. Le Gouvernement.

Passons à une autre institution : le Gouvernement.

Les gouvernements prétendent faire le « bien du peuple », prétendent même n'être constitués que par la « volonté exprimée » du peuple. Mais s'il arrive un jour, que ce même peuple manifeste le désir d'être débarrassés de ses gouvernants, ceux-ci s'obstinent à rester et emploient même, s'il le faut, les baïonnettes et les canons contre le peuple souverain.

Quant au bien qu'ils prétendent faire, voici de quoi il s'agit : Un gouvernement n'a rien à lui : tout ce qu'il a, il le doit aux citoyens, auxquels il prend dix, pour n'encaisser qu'un : la différence de neuf est absorbée par les percepteurs, les huissiers, les gendarmes, les usuriers, les avocats, les juges, les journalistes, par toutes les personnes, en un mot, qui s'emploient à faire rentrer dans les caisses du Gouvernement l'argent pris aux contribuables.

Un gouvernement a tout intérêt à percevoir beaucoup, à encaisser tout ce qu'il peut ; plus il dispose d'argent et plus nombreux seront ceux qui, mangeant à sa crèche, le soutiendront. C'est ainsi que chaque année le gouvernement augmente ses dépenses et invente de nouveaux prétextes pour écorcher les contribuables. Dans les dépenses, le gouvernement emploie la même méthode que pour les rentrées. Pour un travail qui coûterait 10 à un particulier, le gouvernement dépense 100. Depuis les ministres et les

députés, touchant des pots-de-vin pour proposer ou voter une loi sur les chemins de fer ou autre, jusqu'au dernier des employés, tous ceux qui appartiennent à l'administration perçoivent quelque chose, et le peuple paie. Mais cela ne suffit pas : lorsque le gouvernement pour faire face à ses engagements ou à ses gaspillages, impose les terrains, ou les maisons, ou les marchandises, ou les industries, ou les baux, ou les loyers, et que les prix des objets augmentent, l'ouvrier est celui qui en souffre le plus, il paie même pour tous.

L'augmentation des impôts diminue la consommation, la production se restreint, et les percepteurs, les financiers, les entrepreneurs, les avocats et les juges engraisent, tandis que les paysans, qui vivaient de leurs lopins de terre, se voient expropriés et réduits avec leurs familles à la mendicité.

Le gouvernement, à part quelques travaux publics, quelques chemins de fer, quelques écoles, les postes et les télégraphes, n'a pas de raison d'être. Mais toutes ces entreprises et ces services d'utilité publique peuvent être organisés par la libre initiative privée ou par voie d'entente entre les intéressés. Les Etats-Unis, l'Angleterre, la Suisse et d'autres pays encore nous donnent déjà des exemples.

Toutefois, le gouvernement prétend avoir une plus haute mission, une plus grave raison d'être. Il est devenu le gardien de l'Ordre, le défenseur de la Justice dans la Société. Il a la prétention d'empêcher les crimes et de réprimer les désordres qui pourraient surgir entre citoyens. En un mot, il se donne comme arbitre suprême entre les citoyens et se porte garant de la paix sociale.

Sous ce rapport aussi, le gouvernement en lui-même n'est rien. La force dont il dispose se compose de citoyens, pour la plupart ouvriers. Ce sont eux qui maintiennent « l'Ordre », défendent la propriété, exécutent les sentences des juges et les ordres des ministres.

Pour empêcher les crimes et résoudre les conflits entre citoyens, les ouvriers n'ont nullement besoin d'un gouvernement, ni de codes remplis de subtilités, ni d'avocats experts en finasseries et duplicités. Les exemples ne manquent pas de sociétés où les hommes ont vécu en paix et en bonne harmonie, sans législateurs et sans policiers. Les gouvernements ne savent que venger les délits une fois commis, tout en vendant cher la justice aux plaignants.

Et encore, est-il vraiment permis de parler de justice, d'ordre et de paix ? Les gouvernements commettent plus de crimes qu'il n'en prévient. Ils protègent les grands criminels, tout en empêchant les victimes de se défendre. Les capitalistes peuvent massacrer impunément les ouvriers ou les affamer ; les commerçants peuvent empoisonner leur clientèle ; les financiers peuvent voler en grand ; les libertins bourgeois peuvent tromper et ruiner les filles pauvres ; les politiciens peuvent mentir aux électeurs de mille manières — et le gouvernement laissera faire. Mais au moindre signe de mécontentement des ouvriers, au moindre geste de la justice populaire, ce même gouvernement interviendra avec ses soldats, ses policiers, ses juges payés, ses tortionnaires, et frappera les ouvriers pour les maintenir enchaînés.

Le gouvernement, toujours au service de la bourgeoisie, est l'ennemi des ouvriers, l'affameur du peuple, la peste de la société.

(A suivre.)

Xavier MERLINO.

Les journaux socialistes, à la suite de la manifestation anti-militariste de la Chau-de-Fonds, ayant abandonné momentanément leur veulerie habituelle et haussé quelque peu le ton, le *Journal de Genève*, pris de peur, se lamente dans plusieurs articles sur un mode vraiment pitoyable. Dans la pratique, dit-il, le socialisme, légalitaire en théorie, devient anarchiste à son tour. Il ne comprend pas que toute cette jactance est pure poudre aux yeux. Mais, finalement, il se rassure et enfle le dada patriotique : démocratie..., pratique de la liberté..., ordre..., activité utile, etc., etc. pour demander que l'on aiguise le sabre protecteur de la loi et de la constitution. Je crois bien que, pour beaucoup, croquemitaine ne fait plus peur, quant aux autres, aux plumeux de la presse socialiste, vous connaissez mieux que nous le moyen de les faire tenir cois, oh ! très cois ! Quelques places et leurs grands gestes iront rejoindre l'initiative des 20 millions. Chez nous, tout ne finit-il pas ainsi ?

Quant aux conseils, que l'organe des millionnaires genevois donne aux syndiqués dans un autre article qui sue le mensonge et la peur, pour se débarrasser des anarchistes, ils sont aussi bêtes qu'amusants. Vous perdez votre encre, pauvres gens, et vous arrivez trop tard par dessus le marché, les fricoteurs du socialisme y avaient pensé avant vous. Vous arrivez second quand même bon second d'une tête de conservateur.

## COMPTES DE LA GRÈVE

1er Mai : Vente d'églantines	Fr. 3.70
Souscriptions : Sermondadaz, 1 ; Syndicat de Schlieren, 3.	Total 4.—
Divers : Par Bertoni : Collecte conférence Grenoble, 12.35 ; conférence Schlieren, 7.25 ; conférence Spreitenbach, 7.80 ; conférence Zurich, 10.55 ; Bibliothèque d'un expulsé, 1.50.	Total 39.45
	Total Fr. 47.15
Solde en caisse au 11 août	» 4.50
	Fr. 51.65
Notes payées	» 50.—
En caisse au 25 août	Fr. 1.65
Dettes au 11 août	Fr. 4375.90
Notes payées	Fr. 50.—
Rabais sur compte Bartholdi	» 2.05
	» 52.05
Notes à payer au 25 août	Fr. 4323.85